



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Hauts-de-France**

Service Risques
Affaire suivie par : Virginie MASCARTE
Tél. : 03 20 13 65 64
virginie.mascarte@developpement-durable.gouv.fr

Arras, le 31 juillet 2020



Le préfet du Pas-de-Calais

à

Mesdames et Messieurs les Maires

destinataires in fine

OBJET : institution de servitudes d'utilité publique
RÉF. : ma lettre du 11 mai 2016
P.J. : un arrêté d'institution de servitudes d'utilité publique du 10 décembre 2019
une carte des servitudes à l'échelle du 1/25 000°

Comme je vous l'avais annoncé dans ma lettre du 11 mai 2016, après avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) lors de sa séance du 13 novembre 2019, j'ai signé, le 10 décembre 2019, l'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de produits chimiques exploitées par AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI).

Cet arrêté prévoit des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par ces canalisations, conformément au code de l'environnement.

Je vous rappelle que ces servitudes consistent à imposer de joindre à toute demande de permis de construire d'établissement recevant du public (ERP) de plus de 100 personnes ou d'immeuble de grande hauteur (IGH) dont l'emprise touche la SUP la plus large d'une canalisation de transport (SUP 1) une analyse de compatibilité du projet avec la canalisation existante.

Le permis de construire ne peut être accordé que si l'analyse de compatibilité a reçu l'avis favorable du transporteur concerné ou à défaut celui du préfet, conformément à l'article R.431-16 j du code de l'urbanisme.

.../...



Elles n'engendrent pas de contrainte d'urbanisme pour les autres catégories de constructions à proximité des canalisations de transport.

En revanche, j'attire de nouveau votre attention sur les dispositions de l'article R.555-30-1 du code de l'environnement qui prévoit que le maire informe immédiatement le transporteur de tout permis de construire, certificat d'urbanisme opérationnel ou permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones précitée.

Je vous recommande d'informer les transporteurs des projets de construction à proximité de leurs canalisations existantes dès la phase du projet de permis de construire pour qu'ils puissent vous faire part de leurs observations et le cas échéant se mettre en relation avec les porteurs de projets afin de prévoir la mise en place éventuelle de mesures de renforcement de la sécurité.

Vous trouverez ci joint une copie de cet arrêté avec la carte des servitudes à l'échelle du 1/25 000° qui concerne votre commune, ainsi qu'un tableau relatif aux largeurs des bandes de SUP et la nature des contraintes d'urbanisme engendrées.

Ces servitudes devront impérativement être prises en compte dans les documents d'urbanisme de votre commune.

Pour tout renseignement concernant ces dispositions, je vous invite à prendre contact avec les services concernés à l'adresse : canalisations.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous remercie de votre

Le préfet



Fabien SUDRY

Annexe 1: Listes des communes impactées

Aire-sur-la-Lys	Annexe2
Annay	Annexe3
Arques	Annexe4
Bénifontaine	Annexe5
Billy-Berclau	Annexe6
Campagne-lès-Wardrecques	Annexe7
Clairmarais	Annexe8
Courcelles-lès-Lens	Annexe9
La Couture	Annexe10
Douvrin	Annexe11
Évin-Malmaison	Annexe12
Festubert	Annexe13
Guarbecque	Annexe14
Harnes	Annexe15
Hinges	Annexe16
Hulluch	Annexe17
Isbergues	Annexe18
Leforest	Annexe19
Locon	Annexe20
Mont-Bernanchon	Annexe21
Racquinghem	Annexe22
Richebourg	Annexe23
Robecq	Annexe24
Saint-Venant	Annexe25
Vendin-le-Vieil	Annexe26
Violaines	Annexe27
Wardrecques	Annexe28
Wingles	Annexe29
Saint-Floris	Annexe30
Athies	Annexe31
Saint-Laurent-Blangy	Annexe32
Biache-Saint-Vaast	Annexe33
Busnes	Annexe34
Calonne-sur-la-Lys	Annexe35
Fampoux	Annexe36
Fresnes-lès-Montauban	Annexe37
Gavrelle	Annexe38
Hénin-Beaumont	Annexe39
Izel-lès-Équerchin	Annexe40
Quiéry-la-Motte	Annexe41
Vitry-en-Artois	Annexe42



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de produits chimiques
AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)**

Le Préfet du Pas-de-Calais

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

Vu le décret n° 2004- 374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu l'arrêté préfectoral 2019-10-17 du 6 septembre 2019 portant délégation de signature ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France du 30 septembre 2019 ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Pas-de-Calais le 13 novembre 2019 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-2 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

Considérant que selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes,

ARRETE

Article 1^{er} :

Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport exploitées par la société ALFI conformément aux distances figurant dans les tableaux et reproduites sur les cartes annexées (I) au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans les cartes annexées au présent arrêté.
Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux et la représentation cartographique correspondante des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2 :

La liste des communes concernées par le présent arrêté figure en annexe I.

Article 3 :

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur à l'intérieur de cette zone est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur à l'intérieur de cette zone est interdite.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire, certificat d'urbanisme opérationnel ou permis d'aménager délivré dans l'une des zones définies à l'article 3.

Article 5 :

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées sans délai aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 6 :

En application de l'article R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais et adressé à chacun des maires concernés dont la liste est annexée au présent arrêté.

Article 7 :

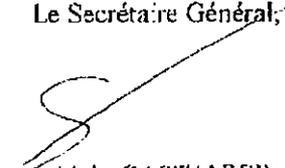
Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de 4 mois à compter de sa publication.

Article 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, les maires des communes concernées, le Directeur Départemental des Territoires du Pas-de-Calais, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur Général de la société d'ALFI.

Fait à ARRAS, le 10 DEC. 2019

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Alain CASTANIER

(1) Les cartes des servitudes d'utilité publique annexées au présent arrêté peuvent être consultées dans les services de la Préfecture du Pas-de-CALAIS et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France ainsi que dans les mairies des communes concernées.

Annexe 1: Listes des communes impactées

Aire-sur-la-Lys	Annexe2
Annay	Annexe3
Arques	Annexe4
Bénifontaine	Annexe5
Billy-Berclau	Annexe6
Campagne-lès-Wardrecques	Annexe7
Clairmarais	Annexe8
Courcelles-lès-Lens	Annexe9
La Couture	Annexe10
Douvrin	Annexe11
Évin-Malmaison	Annexe12
Festubert	Annexe13
Guarbecque	Annexe14
Harnes	Annexe15
Hinges	Annexe16
Hulluch	Annexe17
Isbergues	Annexe18
Leforest	Annexe19
Locon	Annexe20
Mont-Bernanchon	Annexe21
Racquingham	Annexe22
Richebourg	Annexe23
Robecq	Annexe24
Saint-Venant	Annexe25
Vendin-le-Vieil	Annexe26
Violaines	Annexe27
Wardrecques	Annexe28
Wingles	Annexe29
Saint-Floris	Annexe30
Athies	Annexe31
Saint-Laurent-Blangy	Annexe32
Biache-Saint-Vaast	Annexe33
Busnes	Annexe34
Calonne-sur-la-Lys	Annexe35
Fampoux	Annexe36
Fresnes-lès-Montauban	Annexe37
Gavrelle	Annexe38
Hénin-Beaumont	Annexe39
Izel-lès-Équerchin	Annexe40
Quiéry-la-Motte	Annexe41
Vitry-en-Artois	Annexe42

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral du

10 DEC. 2019

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Alexis CASTANIER